

Évaluations au CP : pourquoi certains enseignants ne les font pas passer

Malgré les aménagements mis en place par le ministre de l'éducation Jean-Michel Blanquer, des enseignants ont décidé de boycotter la deuxième salve des évaluations qui a démarré le 21 janvier.

Par Mattea Battaglia



Dans toutes les écoles de France, publiques et privées, a officiellement démarré lundi 21 janvier la seconde salve d'évaluations des élèves de CP. La première, à la rentrée, avait déjà vu les syndicats d'enseignants serrer les rangs pour questionner autant le contenu que la finalité des tests centrés sur la lecture, l'écriture et le calcul. La « phase 2 », programmée durant la troisième semaine de janvier, voit sans surprise rebondir les débats.

Dans l'école de Seine-et-Marne où Lisa enseigne (elle a requis l'anonymat, comme les autres professeurs cités), une classe organise la passation, une autre non. « *Et c'est la mienne* », confie Lisa, quinze ans de métier. « *En septembre, j'ai joué le jeu. J'ai expliqué à mes 22 élèves qu'un monsieur en France – le ministre de l'éducation – avait décidé d'organiser un jeu pour tous les enfants ; que le but était de nous donner des outils pour qu'on progresse, à eux les élèves, à moi la maîtresse. Ils ont dit chouette... avant de déchanter.* »

Une « perte de temps »

La durée des tests n'est pas adaptée, estime Lisa : « *Les temps de passation annoncés étaient de 15 à 20 minutes par séquence. Mais, suivant les élèves, j'ai pu dépasser une heure et demie ! Il a fallu aménager des exercices, poursuit-elle. Dès lors, qu'elle est leur fiabilité ?* » Après réflexion, elle a pris sa décision : « *Ne pas refaire ces évaluations, c'est ne pas faire perdre de temps à ma classe.* »

Johanna a, elle, tranché dans le sens opposé : « *Je me sens plus légitime à dire ce que je pense de ces évaluations dès lors que je les fais passer* », fait valoir cette professeure au Havre (Seine-Maritime), vingt-deux ans de métier. Et elle ne pense pas que du bien d'exercices dont certains, à l'automne, ont « *démobilisé* » une partie de sa classe. Ainsi d'un item de maths associant, sur une page, des binômes de chiffres de 1 à 9. « *Les enfants avaient une minute pour barrer le plus vite possible le plus grand des deux. Aucune chance de finir la page... alors qu'aller au bout de la tâche est primordial à cet âge.* » Trois enfants sur 27 ont perdu pied, dit-elle.

Elle cite un autre exercice, en lecture, demandant aux élèves de différencier l'attaque de mots à partir des lettres b, d, p, q... « *Ce sont des lettres que beaucoup confondent encore. Je ne vois pas en quoi cela offre une photographie des difficultés scolaires rencontrées ou un indice pour y remédier.* »

« Des partis pris pédagogiques »

C'est pourtant bien le but de ces évaluations, selon le ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, qui, entre les deux sessions, explique avoir tenu compte des critiques pour « *améliorer le dispositif* » qu'il juge « *essentiel* ». Dans un courrier en date du 16 janvier, il s'en est expliqué aux six syndicats d'enseignants (dont le SNUipp-FSU, majoritaire) qui lui demandaient l'« *abandon* » des évaluations. Ces aménagements ont notamment porté sur le temps de passation des quatre séquences : d'une durée de dix minutes de travail effectif pour l'élève, celles-ci ne doivent pas dépasser, pour la session de janvier, trente minutes chacune, organisation comprise.

Dans ce même courrier, le ministre fait état d'une consultation menée sur le sujet à l'automne, selon laquelle deux tiers des enseignants seraient satisfaits. « *Nos collègues nous racontent tout autre chose, assure Francette Popineau, du SNUipp-FSU. Ils nous parlent d'exercices chronophages qui, en lecture notamment, donnent la priorité au décodage au détriment du sens. Mais lire ne se résume pas à de la technique. Il y a là des partis pris pédagogiques que nous ne pouvons accepter.* »

Même écho du SE-UNSA. « *“A quoi servent ces évaluations ?”, nous demande-t-on. Les enseignants évaluent déjà leurs élèves, observe Stéphane Crochet, porte-parole du syndicat. Ils n'ont pas besoin d'une étape en plus pour savoir où ils en sont.* »

Marion, enseignante de CP en Normandie, qui en est à sa seizième rentrée, a fait passer les évaluations de rentrée « *pour voir ce qu'il en était* ». Les difficultés rencontrées ont eu raison de l'enthousiasme initial. « *Je refuse de bloquer encore une semaine pour ça, alors que mes élèves sont désormais à fond dans la lecture* », déclare Marion.

Lisa, Johanna, Marion : toutes trois sont syndiquées mais assurent avoir pris leur décision « *en leur nom* ». Toutes trois ignorent aussi si un boycott se dessine vraiment. Dans un communiqué diffusé le 21 janvier, les inspecteurs du SIEN-UNSA se sont, eux, dits « *rassurés* » par les aménagements apportés entre les deux sessions.